

Les pays émergents sur la voie du développement durable

par Richard Gerster *

Zurich, en août 2008 Le rêve de la voiture, de la télévision et du réfrigérateur est devenu global. La société de consommation des pays industrialisés développés est l'objectif de nombreux pays et personnes en Afrique, en Asie et en Amérique latine. Les moyens modernes de communication sont le véhicule de la marche triomphale de la société de consommation occidentale. La télévision propage notre style de vie en permanence et à large échelle. La globalisation de la communication modifie les valeurs culturelles et les attentes des habitants des pays en voie de développement et des nouveaux pays industrialisés. Même si les richesses sont réparties de façon très inégale sur le plan national et international, l'élévation du niveau de vie dans des pays comme l'Inde et la Chine donne à toujours plus d'individus les moyens de réaliser leurs aspirations. Compte tenu des terres en quantité limitée, des réserves en eau restreintes et de la précaire stabilité du climat, la marche triomphale de la société de consommation est devenue un défi mondial.

De l'exploitation effrénée à la transformation de la société

Il y a en Suisse plus de quatre millions de voitures de tourisme pour 7,5 millions d'habitants. Une proportion semblable de voitures de tourisme pour les 1,3 milliards d'habitants de la Chine représenterait 640 millions de voitures. En Chine, il y a actuellement 22 millions de voitures de tourisme en circulation, et environ 600 millions dans le monde entier. A l'évidence, une globalisation de notre mode de vie représenterait une charge écologique totalement excessive pour la planète Terre. Notre niveau de vie actuel présuppose que la majorité de l'humanité en soit privé. La globalisation devient ainsi un défi pour les pays industrialisés eux-mêmes. Il est en tout cas nécessaire de transformer notre société dans le sens d'une réduction drastique des émissions et de la consommation de ressources. Si cette transformation ne suffit pas, il faudra envisager un changement de nos comportements et certains renoncements afin de donner aux pays en pleine émergence de tous les continents la marge de manœuvre nécessaire pour leur propre développement sans déstabiliser irrémédiablement l'équilibre écologique global.

Cette transformation dans les pays industrialisés ne pourra cependant porter ses fruits que si les pays qui sont encore économiquement plus faibles améliorent eux aussi leurs stratégies de rattrapage d'un point de vue écologique. Les temps ne sont pas à un impérialisme vert, mais à la collaboration internationale. Les accords internationaux sur l'environnement comme la Convention sur le climat, le Traité visant à protéger la couche d'ozone ou la Convention sur la biodiversité sont appelés à faire progresser les pays de façon coordonnée et à sortir des impasses nationales.

Les Etats peuvent fixer les conditions cadres qui rendent le développement durable possible. L'économie privée est de son côté appelée à élaborer des stratégies économiques, sociales et écologiques telles que la production et la consommation puissent assurer aux générations futures une existence digne sans mettre la nature en danger.

Une dissociation indispensable

Les investissements dans les pays émergents ont dégagé des rendements de rêve durant les dix dernières années. A l'avenir, seules compteront les solutions qui sauront dissocier le miracle économique du gâchis environnemental et de l'exploitation d'une main d'œuvre bon marché. Il faudra également veiller au respect des droits humains, et en particulier renoncer au travail abusif des enfants. Voilà qui est plus vite dit que fait : parents et enfants ont en effet besoin de nouvelles perspectives qui permettent par exemple de concilier formation et travail. En matière d'environnement, selon Ajay Mathur, chef du bureau pour l'efficacité énergétique du gouvernement indien, l'Inde a réussi avant d'autres pays à dissocier consommation d'énergie et croissance économique. Depuis l'an 2000, l'économie croît de 8% par an alors que la consommation d'énergie n'augmente que de 3% et celle de l'électricité de 5% seulement. Afin que cette dissociation soit durable, d'autres mesures destinées à augmenter l'efficacité sont toutefois nécessaires.

L'efficacité en matière de ressources comme facteur de concurrence

Alors qu'il y a quelques années encore, la Suisse, via le Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO), avait à jouer un rôle stimulateur en octroyant des incitations financières, cela n'est aujourd'hui plus nécessaire. Les investisseurs privés sont intéressés dans une mesure toujours plus grande par les investissements durables dans les pays émergents. Le développement économique dynamique de pays comme la Chine, l'Inde, le Brésil ou l'Afrique du Sud lié à la croissance de la population et à la migration urbaine ont conduit à un appétit de ressources sans précédent. Face à l'augmentation du prix des matières premières, l'efficacité en matière de ressources deviendra un important facteur concurrentiel. L'explosion de la demande d'énergie et de matières premières rappelle que ce qu'Al Gore nomme la «vérité qui dérange» du changement climatique vaut également pour les pays émergents. Le besoin d'instruments capables d'augmenter l'efficacité de l'utilisation des ressources se fait sentir. Avec la priorité mise sur les « placements durables », le secteur financier offre désormais également de tels instruments dans les pays émergents.

Les placements durables dans les pays émergents

Des études sur les possibilités d'investissement durable dans les pays émergents ont montré qu'il y a partout des entreprises novatrices qui sont non seulement profitables mais qui intègrent également de manière tout à fait délibérée la protection de l'environnement dans la marche de leurs affaires et qui se comportent de manière socialement responsable. Le succès économique se fonde sur la responsabilité sociale. Le développement durable est en train de devenir un facteur de succès pour attirer le personnel qualifié, pour se positionner sur le marché et se bâtir une bonne réputation. Selon une analyse de l'OCDE, de telles initiatives orientées vers la société (*corporate social responsibility*) sont largement répandues parmi les entreprises des pays émergents. Dans certains pays comme le Brésil et l'Inde, des indices d'actions portant sur des entreprises locales durables et cotées en bourse ont été lancés.

Le nouveau « Swisscanto (LU) Equity Fund Green Invest Emerging Markets » repose sur cette analyse. Il investit de manière globale tant dans des entreprises qui ont leur siège dans des marchés émergents que dans des entreprises multinationales dont une activité est basée prioritairement dans les pays émergents. Une gestion responsable du risque requiert une large palette de possibilités d'investissement. Des produits de placement comme le nouveau fonds de Swisscanto sont destinés à offrir aux investisseurs d'intéressantes possibilités tout en accélérant une mutation de la société qui combine une globalisation économique avec une globalisation sociale et écologique.

*Richard Gerster, D^r en sciences économiques de l'Université de Saint-Gall, est conseiller et essayiste indépendant (www.gersterconsulting.ch) ; il est président du conseil de développement durable de Swisscanto. L'article reflète son opinion personnelle.

Indications complémentaires importantes

Les indications figurant dans le présent document ont un caractère purement informatif et ne constituent en aucun cas un conseil en placement ou toute autre recommandation. Ce fonds est soumis au droit luxembourgeois. Le prospectus de vente, le prospectus de vente simplifié, le règlement ainsi que les rapports annuels et semestriels peuvent être obtenus gratuitement auprès du représentant, la Banque Cantonale de Bâle, Spiegelgasse 2, 4002 Bâle, auprès de Swisscanto Gestion de fonds SA, Nordring 4, case postale 730, 3000 Berne 25, ou sous www.swisscanto.ch, ainsi qu'auprès de toutes les agences des Banques Cantonales en Suisse et de la Banque Coop SA, Bâle.